

# Les Nouvelles du Canton

Blanquefort - Parempuyre - Le Pian Médoc - Ludon Médoc - Macau - Eysines



PCF SUD MÉDOC

MARS 2012

## Ensemble, nous sommes la solution

Diviser pour mieux régner, tel pourrait être la maxime qui résume le mieux la fin de règne de Nicolas Sarkozy.

Il n'a eu de cesse de monter les différentes catégories de la population les unes contre les autres. Ce fut les jeunes contre les retraités lors de la réforme des retraites, c'est aujourd'hui les chômeurs contre les immigrés ou les actifs contre les chômeurs réputés être fainéants et assistés...

Toutes ces basses manoeuvres n'ont qu'un seul et unique but la culpabilisation, la stigmatisation, pour masquer les vrais responsabilités du capitalisme qui, avec ses stratégies financières de rentabilité à outrance délocalise en cas-

sant l'emploi dans notre pays pour pouvoir toujours plus augmenter ses marges et ses dividendes sur le dos de salariés-esclaves à l'autre bout de la planète, et en plongeant nos salariés ici dans une extrême précarité de vie.

Pendant ce temps-là on oublie, ou on nous fait oublier ceux qui sont réellement assistés, ceux qui vident les caisses de l'État, et sont à l'origine de la crise avec la dette que nous connaissons.

Les banques après avoir été renflouées avec de l'argent public lors de la crise des subprimes (360 milliards) ont pu prêter à des taux très élevés aux États aujourd'hui dans l'incapacité de rembourser. Pour «aider» les États, la Banque centrale européenne n'a rien trouvé de mieux que de remettre à disposition des banques 500 milliards d'euros à 1% d'intérêt pour que ces mêmes banques puissent de nouveau prêter aux États à des taux qui vont de 5 à plus de 10% selon la "note" attribuée au pays.

**OUI on oublie de dire que les plus assistés aujourd'hui sont les Banques!**

Ce sont aussi toutes les grandes entreprises qui se sont vues exonérer de cotisations sociales, mettant la sécurité sociale en difficulté, sans pour autant créer un seul

emploi. Aujourd'hui Sarkozy leur offre la TVA anti sociale pour les exonérer de nouvelles cotisations et faire payer celles-ci par l'ensemble des consommateurs.

Alors quand Sarkozy veut se transformer en démocrate et nous proposer des référendums, le Front de Gauche exige, lui, un référendum sur ce nouveau traité européen que les dirigeants européens veulent faire passer en force avec la complicité bienveillante de parlementaires socialistes qui préfèrent s'abstenir que voter contre. Le peuple irlandais aura le droit de se prononcer, pourquoi le peuple français en est-il privé? Le NON de 2005 ferait-il peur?

**Sans vous rien  
ne pourra se faire !**

Enfin en ces temps difficiles où la finance a pris le pouvoir dans plusieurs pays européens, les possédants n'ont jamais été autant unis; alors face à eux, **opposons leur un front uni, car il s'agit bien là d'un combat, d'une lutte de classe farouche entre ceux qui créent les richesses et ceux qui les pillent.**

Le Front de gauche s'affirme dans cette campagne comme le moteur de la victoire contre Sarkozy et Le Pen. Face au pouvoir des actionnaires, nous donnons de nouveaux pouvoirs aux salariés pour qu'ils aient la parole dans les choix de l'entreprise et puissent ainsi s'opposer aux délocalisations. Face à la progression des dividendes spéculatifs nous nous réapproprions les banques dans un pôle public bancaire pour mettre l'argent confisqué aujourd'hui par les actionnaires au service du développement social. Enfin face à des profits colossaux encore en 2011, nous exigeons un relèvement des salaires et des retraites pour plus de pouvoir d'achat, seul moyen de relancer notre économie!

**Alors ensemble, nous sommes la solution!**

**Stéphane Le Bot**  
candidat du Front de gauche  
5<sup>e</sup> circonscription de Gironde

“ Dans des temps de tromperie généralisée, le seul fait de dire la vérité est un acte révolutionnaire ”  
George Orwell

### ASSEMBLÉE CITOYENNE

«Le plein emploi, c'est possible!»

Vendredi 16 Mars  
à 20h00

Maison des Services Publics

BLANQUEFORT-Caychac

avec

Gilles Penel, Antoine Martos

sindicalistes

et

Stéphane Le Bot

Véronique Jusot

Candidats médocains  
aux législatives

**FRONT  
DE GAUCHE**



## DETTE SANS FIN?

Quelles solutions au surendettement ? Aujourd'hui l'Etat Français emprunte de l'argent pour payer ses dettes. Pire encore, l'Etat emprunte pour payer les intérêts de la dette qu'il a creusée !

Nous devrions au total mille sept cent vingt six milliards aux banques!!! Et chaque français 26 387 €, soit pour une famille de quatre personnes, cent cinq mille cinq cent quarante huit Euros (105 548 €). Ça donne le tournis, non ? Qui va payer ? Pas vous je suppose, car ça durerait une centaine d'années. Vous avez compris, cette dette n'est pas intégralement remboursable et nos avisés dirigeants, politiques et financiers, le savent bien car les « banquiers » se sont comportés comme de véritables usuriers. Ce problème me semble esquivé par ces dirigeants qui veulent nous faire croire que les plans de rigueur sont la solution. Seul, le Front de gauche aborde la situation avec beaucoup de réalisme, en prônant :

- Le retour d'une croissance utile en rapport aux besoins, c'est à dire par une augmentation significative du pouvoir d'achat des plus modestes et des classes moyennes ;

- Par la réduction du chômage en passant par le rapatriement de nombreuses productions délocalisées par les vautours de la finance ;

- Et enfin par la réduction drastique de la dette avec la nationalisation de certaines banques, et la réglementation des autres permettant d'annuler les créances scélérates qui nourrissent la spéculation financière.

Seules, les forces politiques de gauche dignes de ce nom seront capables d'appliquer ces réformes salutaires.

Reportons-nous aux dernières interventions de Jean-Luc Mélenchon :

<http://appui.placeaupopule2012.fr>

Michel Lesieur

## LES VRAIS RICHES !

### ... à un correspondant anonyme

Le salaire de nos élus, notamment députés et sénateurs, vous choque. Qu'on s'étonne de leur niveau et des avantages associés à leur fonction me paraît salubre si le souci est de signifier la distorsion avec son objet : la représentation du peuple. Pour les citoyens ordinaires dont je suis, déjà au-delà de 5 fois le SMIC, cela paraît exagéré. Alors, étant loin du compte, je crois qu'il y a de quoi moraliser dans ce domaine. Pour autant, l'arbre des parlementaires aisés ne doit pas cacher la forêt (le bosquet ?) des vrais privilégiés.

On trouve dans «*Les rémunérations obscènes*» du sociologue Philippe Steiner cette appréciation : «*Comment comparer les 1500 euros tout compris d'un ménage ordi-*

*naire à l'habituel bonus à 7 chiffres d'un trader non moins ordinaire ; que signifie la richesse représentée par un tel bonus pour ce ménage ? 90 années d'activité soit plus de deux vies de salariés travaillant 40 ans sans interruption au salaire médian français* » Eclairant, non ?

Pour ma part, je ne verserai pas dans l'anti-parlementarisme qui ne sert qu'à détourner l'attention et la colère des millions de chômeurs, travailleurs, retraités pauvres. Je serai plutôt attentif au programme des candidats du Front de gauche qui entre autres mesures prévoit de porter tout de suite le SMIC à 1700 euros brut par mois et d'instaurer une véritable justice fiscale en établissant notamment un revenu maximum fixé à 20 fois le revenu médian.

Jean-Jacques CRESPO

## ILS SE GAVENT

**Le PDG de L'Oréal a gagné, en 2010, 10,7 millions d'euros soit environ un SMIC par heure !** (*L'Huma* du 20/02/12)

11 dirigeants français dépassent pour 2010 le plafond de 240 SMIC par an. (*Sud-Ouest* du 15/02/12)

44 exilés français parmi les 300 plus riches de Suisse. Ils pèsent 30 milliards d'euros. (*revue économique suisse Le Bilan*)

**Progression des dividendes versés aux actionnaires en % de la valeur ajoutée** (entreprises non financières) :

Années 70 : 5 %	en 2000 : 14,5 %
Années 90 : 7,9 %	en 2010 : 24 %

## ELLES SURVIVENT

**UN million de veuves ne touchent que 600 euros par mois**

(*Sud-Ouest* 07/03/10)



## PETIT CONTE DE CAMPAGNE : « EN FAMILLE »

Le **petit Parrain**, dans sa grande villa, curieusement nommée « ELYSEZ-MOI » reçoit les vœux de sa famille à l'occasion du Nouvel an.

--**pP** : Merci d'être venus. Quelques-uns de nos bons amis ont disparu l'an dernier. Ayons une pensée pour eux.

Ah, si **Cadaffi le bédouin** avait accepté ma proposition de se retirer à la campagne et de nous laisser sa fortune à fructifier. Enfin, nous avons bien ri quand il est venu camper dans le jardin.

Et si **Benalli**, avait voulu faire confiance à nos équipes pour le maintien de l'ordre ! Alors, attendez un peu avant de retourner en vacances en Tunisie.

Et ce diable de **Silvio B.** qui a perdu son territoire ! Quelle imprudence avec les femmes ! Pourtant les Italiennes ne parlent pas ! Voyez la mienne...

Cette année sera importante pour notre clan. Approche **Rico V.** où en es-tu avec la vieille ?

--**RV** : Ça se calme ; ses enfants s'en occupent.

--**pP** : Bien, bien. Mon ami le juge Lanière a été efficace. Alors pas d'imprudences. Pendant six mois, pas de télé, pas de journaux...

Quant à toi, **Klaus G.**, approche. Il faut tenir tes hommes. Je sais qu'ils sont vifs et turbulents mais contrôle-les. Vois si tu peux

trouver quelque chose sur **Francesco H.**

Il voudrait bien ma place. On a eu **Domenico SK.** Alors continue.

--**KG** : Bien Parrain. De toutes façons, on sera inventifs !

--**pP** : **Francesco B.** viens là. Je t'ai choisi pour parler parce que tu as une belle gueule, alors quand tu passes à la télé, souris et évite de dire des choses désagréables...

La réunion se poursuit dans la pénombre du luxueux bureau de **Nicolino**. bercé par le doux ronron de ses lieutenants, il se prend à rêver à ses prochaines vacances à bord du yacht d'un ami à qui il ne peut rien refuser : un certain **Vicente B.**

Jean-Pierre Bregevin



# DOSSIER : LE PLEIN EMPLOI, C'EST POSSIBLE !

*Avec 4,5 millions de chômeurs en ce début d'année, la situation de l'emploi est particulièrement grave. Pourtant Xavier Bertrand, Ministre du Travail, avait appelé « à la mobilisation générale pour une nouvelle bataille pour l'emploi*

## L'exemple de Cofinoga

Dans notre pays, 23 % des moins de 25 ans sont au chômage entraînant de graves questions concernant leur autonomie financière et leur accès au logement. De plus, la généralisation des stages ne favorise pas la reprise. En effet, cette pratique représente 400 000 équivalent temps-plein, ce qui permet aux entreprises une économie de 5 milliards d'€ et donc l'accès à une véritable niche fiscale. Dans le même temps la situation de Cofinoga à Mérignac montre le choix de l'ajustement par les licenciements afin de maintenir le niveau de rémunérations des actionnaires de BNP Paribas et des Galeries Lafayette qui, par ailleurs, engendrent toujours des bénéfices à hauteur de 6 milliards d'€.

La situation des seniors n'est guère plus enviable, aggravée par l'imbricolage du suivi d'un pôle-emploi dépassé par le nombre de dossiers qu'il devient impossible de suivre en qualité et en quantité. A nos portes, la Grèce abaisse de 22 % ses minima sociaux qui passent à 500€ par mois quand dans le même temps nos dirigeants du CAC 40 s'augmentent de 32 % soit, en moyenne, un salaire de 1000 € par jour. Jusqu'où sera-t-il possible de supporter cette injustice?

## Enfumage

Sarkozy, lui qui a laissé libre cours à la furia dévastatrice d'actionnaires avides de profit immédiat, prétend à présent vouloir reconquérir l'emploi industriel. Les conseils dans ce domaine, il les a sollicités du MEDEF, Mme Parisot en tête. Nous aurions droit à la TVA antisociale : 13 milliards d'euros transférés du consommateur au patronat, s'ajoutant aux 170 milliards d'exonérations et d'aides publiques.

## CHÔMAGE, ÇA EMPIRE !

**Sur l'agence du Bouscat**, il y a une augmentation de 3,7 % des demandeurs d'emploi. 20 % sont des jeunes, 49 % des femmes et 57 % des personnes ont plus de 50 ans. Constat accablant : on reste de plus en plus longtemps au chômage : 32 % des demandeurs d'emploi ont plus de deux ans d'inscription, surtout des jeunes et des seniors.

### Plus précisément à Eysines :

Au 31 décembre, 1109 DELD (Demandeurs d'Emploi Longue Durée) soit 11,32% (taux

Mesure qu'il compléterait par les pactes emploi/compétitivité qui permettraient aux employeurs de baisser les salaires et augmenter le temps de travail en faisant chantage à l'emploi. Une véritable casse du droit du travail.

Son modèle : l'Allemagne. Sauf que dans ce pays, il n'existe pas de salaire minimum légal, et que la pauvreté et la précarité explosent! Un rapport de l'OIT (organisation internationale du travail) datant du 24 janvier dernier pointe la politique de baisse des salaires en Allemagne comme étant l'une des principales causes de la crise économique et sociale en Europe.

## Des propositions en débat

Au-delà de la mondialisation sans principes que le capitalisme a imposé jusqu'ici, on ne peut reconstituer le tissu industriel qu'en « définanciarisant » notre économie et en reprenant le pouvoir sur les actionnaires. Qui sait, par exemple, que depuis 2005, les dividendes versés à ceux-ci dépassent les investissements ?

## Le Front de gauche envisage plusieurs pistes en ce sens :

- sortir l'investissement industriel des griffes des marchés financiers en créant un pôle bancaire public... Et aussi l'interdiction des licenciements boursiers, des droits nouveaux pour les salariés, le contrôle des aides publiques...
- favoriser la mise en cohérence des filières industrielles et le lien entre recherche, innovation, qualification, production en préservant les filières structurantes : énergie, automobile...
- développer de nouvelles formes de propriété (coopératives...)
- encourager l'investissement, la qualification, les salaires, et moduler les cotisations sociales dans ce but...
- travailler en Europe à une harmonisation par le haut de la fiscalité des entreprises...

*Jacques PADIE*

national à 15,73%) sur 9706 actifs. A noter, comme au plan national, une surreprésentation des jeunes (24,9% des DELD) et chez les plus de 55 ans (10% des DELD)

### Quant à Parempuyre,

le nombre de chômeurs s'élève pour cette commune à 382 : 198 hommes et 184 femmes.

*Les victimes de la Merkozy peuplent les statistiques. Mais combien de détresses humaines derrière ces données chiffrées !*

## FAI - FORD : OÙ EN SOMMES-NOUS ?

Depuis novembre 2011, les boîtes à vitesses automatiques ne sortent plus des ateliers.

FORD a décidé de mettre le personnel de l'usine FAI de Blanquefort au chômage technique pour 18 mois.

On est toujours dans la plus grande incertitude quant aux promesses faites au moment du retour de la multinationale. A ce jour, le projet des racks est le seul à fonctionner. Mal, car il impose au personnel affecté à ce travail une flexibilité totale, les moyens mis en place n'étant pas adaptés aux tâches à réaliser.

Mais pendant ce temps FORD continue de profiter des deniers publics pour la formation et le coût du chômage technique.

Les politiques de tout bord se complimentent sur le retour de FORD. On les espérait plus regardants. Il n'y a pas pour l'instant de quoi verser dans l'extase. La multinationale FORD a dit qu'elle revenait aux affaires. Bien. Seulement, rien n'est signé, rien ne stipule dans quel cadre FORD avance, rien ne décrit les projets pour l'avenir des emplois industriels.

**En 10 ans, notre industrie a perdu 700 000 emplois !**

Les luttes ont permis de maintenir le site industriel en vie et il est évident que tout n'est pas résolu.

La question majeure des 1000 emplois industriels promis reste posée car a contrario Ford fait des propositions qui affaiblissent les effectifs de l'usine et qui réduisent les emplois induits.

Voilà pour les aspects techniques. Mais il ne faut surtout pas minimiser les dégâts humains provoqués parmi les salariés durant cette période transitoire qui débouche sur de nouvelles incertitudes.

Autre élément important : il concerne GFT, l'autre usine FORD de Blanquefort. Le syndicat CGT souhaite la mise en place d'un droit d'alerte. S'inquiétant de la situation de l'industrie en Europe, elle estime l'avenir de l'entreprise menacé.

Face à de tels enjeux, on ne peut pas se contenter d'effets de manches, de débats stériles, de négociations sans fin pour endormir les salariés. Ce qui serait dangereux, ce serait de s'en tenir aux déclarations des journaux, des télévisions et d'en rester là en se disant que tout est réglé. Les salariés, la population, les soutiens associatifs, ont encore de longues luttes à mener pour sauver de manière efficace ce qui fait encore vivre de nombreuses familles en 2012.

*Marc Grenouillet*



# Pourquoi je soutiens le Front de Gauche

D'abord, parce qu'il existe un moment où il faut faire un choix : se taire, rentrer dans le rang, ou être debout, exprimer ses opinions et s'engager.

Je crois aux valeurs d'une nouvelle société dans un projet de justice, de partage et de respect de tous, se retrouvant dans un programme comme celui du Front de Gauche où Stéphane LE BOT et sa suppléante Véronique JUSOT revendiquent « l'Humain d'abord » au côté de Jean-Luc MÉLENCHON.

Oui, je soutiens ceux qui osent dénoncer depuis longtemps et avec sincérité les dérives

du système capitaliste, ceux qui ne parlent pas la langue de bois, ceux qui dérangent et proposent un nouveau partage de toutes les richesses.

Oui, nous avons le devoir de redonner à nos enfants une vision plus optimiste de leur avenir en barrant la route à la peur.

Ce climat d'insécurité, omniprésent dans les médias, permet de mieux nous manipuler et de nous dresser les uns contre les autres mettant à mal les solidarités indispensables.

Oui, il faut que l'on entende notre voix

pour bâtir une révolution citoyenne que nous construirons au cours d'assemblées citoyennes pendant lesquelles nous nous rencontrerons pour aborder tous ces sujets qui dérangent.

Nous devons être ensemble pour changer la situation actuelle.

**Rejoignez-nous ! Soutenez ce combat qui est aussi le vôtre !**

**Marie-Ange LAMBERT**

*Présidente du Comité de Soutien du Front de Gauche*

**Ils ont déjà rejoint le Comité de soutien. ILS VOTERONT Jean-Luc MÉLENCHON à la Présidentielle, Stéphane LE BOT et Véronique JUSOT aux Législatives et VOUS?**



**Echo de Blanquefort**

## Ford, à fonds perdus ?

*Il semble que la gourmandise de la multinationale n'ait plus de limites ! C'est pourquoi le groupe communiste a voté contre l'attribution d'une subvention de 10 000 euros à Ford.*

Jacques Padie, adjoint au maire, s'en est expliqué lors du conseil municipal de décembre :

« Depuis son implantation, Ford a reçu les sommes suivantes :

*50 millions d'euros lors de son implantation ; 4 millions d'euros entre 1992 et 1995 ; 17 millions et demi d'euros en 1995. Soit quasiment 71,5 millions d'euros sur 25 ans. S'ajoutent à ces sommes les aides au titre de la formation, pour le chômage partiel et au titre de l'investissement.*

*Le résultat est cependant le suivant : plus de 2000 emplois supprimés en dix ans ; un certain mépris pour les collectivités, se traduisant par le refus de la Direction de Ford de rencontrer ces dernières ; à ce jour, une tentative de spéculation financière de Ford vis à vis de la CUB alors que les terrains où l'entreprise est implantée lui ont été cédés gracieusement il y a 40 ans. »*



AVRIL Robert,  
BARATEAU Jean-Pierre,  
BENE Marie-Christine,  
BERCEY Jean-François,  
BERLUREAU Sophie,  
BONNIN Danièle  
BONNIN Jean,  
BOSCAÏNI Madeleine,  
BOSCAÏNI Laurent  
BREGEVIN Jean-Pierre,  
BRETON Louis,  
CLAIN Paul,  
CRESPO Christiane,  
CRESPO Jean-jacques,  
DE LA ROSA Trinidad,  
DE LA ROSA Angel,  
DUCOUSSO-LACAZE Jacques,  
DUGENET Monique,  
FAIVRE Stéphane,  
GABRILLARGUES Bernard

GARDELLE Joëlle,  
GARDELLE Francis,  
GRENOUILLET Martine,  
GRENOUILLET Marc ;  
GUENET François,  
GUILLON Josette,  
GUILLON René,  
HABAS Christian,  
HARRIET Patrice  
HENG Jean-Pierre,  
HENRIOUX Marie-José,  
HERAUD Claude,  
JUSOT Véronique  
LABORDE Annie,  
LAMBERT Christiane,  
LAMBERT Marie-Ange,  
LAMBERT Philippe  
LE BOT Stéphane,  
LESIEUR Monique,  
LESIEUR Michel,  
MINGINETTE Jean

MINGINETTE Elise  
ONG Nicolas,  
PADIE Thérèse,  
PADIE Jacques,  
PARDON Joël,  
NIETO Octave  
PARTARRIEU Jacqueline  
PARTARRIEU Patrick,  
PENEL Gilles,  
POUGET Patrice  
POURTY Christian,  
PROUDHOM Bernard,  
ROGÈS Marie-Pierre,  
ROGÈS Christian,  
SOURBÉ André  
SOURBÉ Françoise.,  
SOURBÉ Arlette,  
TACHOU Jacques  
TEYSSIER Geneviève

Que vous approuviez ou que vous critiquiez, vous pouvez toujours donner votre opinion sur ce journal ou prendre contact avec les communistes du Canton en écrivant ou en téléphonant : **Jean-Jacques CRESPO 27 rue de Laubarède 33290 Blanquefort - tél : 05 56 95 00 37.**

Je souhaite :

- rejoindre le Comité de soutien aux candidats du Front de gauche
- être informé(e) des activités des communistes du Canton.
- adhérer au PCF.

Nom prénom : .....

Adresse : .....